



Réfugiés : au cœur de la solidarité

Yanna Oiseau

16 mai 2016

Texte inédit | Ballast

La Grèce de cet hiver 2015-2016 est aussi, malgré la brutalité de la situation, le lieu de déploiement d'actions de groupes de solidarité avec les réfugiés. En continuité avec celles que mènent les Grecs depuis plusieurs années (ou dans le prolongement de nouvelles initiatives construites pour intervenir dans l'urgence), elles fédèrent au-delà des frontières, géographiques mais aussi idéologiques. Des cuisines sociales de rue aux squats en effervescence du quartier d'Exarcheia d'Athènes jusqu'aux groupes auto-organisés de secours en mer et sur la côte, les expériences, que rapporte ici l'auteure, sont multiples et tendent vers le même objectif : lutter contre la violence politique institutionnelle. Lesbos, Idomeni, Athènes : second et dernier volet de ce carnet. ≡ Par Yanna Oiseau



Il serait injuste et même dommageable de ne pointer que la face obscure de ce qui se déroule actuellement en Europe et en Grèce. Sachons animer nos cœurs et renforcer nos volontés en nous inspirant de l'énergie dont font preuve ces femmes et ces hommes qui ont choisi d'agir sur place : nous ne serons jamais trop nombreux de ce côté-là. La diversité des actions dont j'ai été témoin au cours de mon séjour est riche et porteuse d'espoirs ; aussi, elle dessine des lignes de perspective dont nous pourrions peut-

être nous saisir. De l'aide apportée pour subvenir aux besoins vitaux à l'organisation de lieux de vie à plus long terme, en Grèce, chacun peut choisir ses modes et terrains d'action. Je donnerai voix ici aux groupes pour qui il est primordial de distinguer la solidarité de la charité ; car au-delà même des principes, sur le terrain et dans le vif de l'action, cela fait toute la différence. La solidarité implique le collectif, et le collectif rend criante la dimension politique — lorsqu'il questionne les causes des événements. Aussi, elle met les individus sur un pied d'égalité et induit une posture dans la rencontre qui ne place pas l'autre — ici, les personnes subissant la condition de réfugié — dans une position d'infériorité, de soumission, de dépendance ou de dette. « *La grandeur de l'Homme est dans sa décision d'être plus fort que sa condition* », disait Camus. La personne solidaire marche aux côtés de l'autre en toute humilité, essayant de lui venir en aide, tout en respectant ses choix. Parce qu'elle partage l'essence de sa lutte — celle précisément de dépasser sa condition.

Partager un repas

« On mange tous ensemble, parce qu'on ne fait pas de la charité, mais tout simplement de la solidarité. »

Mytilène, capitale de Lesbos, derniers jours de février 2016. J'ai rendez-vous à 11 heures place Sappho avec l'équipe de la cuisine sociale *O allos anthropos* (« L'autre homme »), pour aller cuisiner au camp Moria. Dimitris, mon interlocuteur, a du retard.

J'apprendrai plus tard qu'il est rentré le matin même d'Athènes, où il avait épaulé ses camarades place de la Victoire. Il a voyagé toute la nuit sur le ferry en provenance du port du Pirée. Alors que je patiente au centre de la place, une femme en scooter m'interpelle. Elle l'attend, elle aussi, mais doit partir ; elle me confie un sac rempli de pain à lui remettre. Il arrive. C'est un homme d'une petite cinquantaine d'années, au style rock et décontracté, queue de cheval grisonnante, un tatouage sur la main, le visage fatigué. Peu de mots sont échangés. Il m'invite tout de suite à monter en voiture, direction le camp Moria, à quelques kilomètres de Mytilène. Ce camp est une prison à ciel ouvert dont la porte, alors ouverte, se fermera quelques semaines plus tard. C'est ici que des centaines de milliers de personnes sont passées en l'espace de quelques mois pour être enregistrées.



□P-mod□

Pas le temps de s'émouvoir de l'horreur qui s'étend pour la première fois sous mes yeux : Dimitris est déjà en train de sortir son matériel de la voiture pour installer la cuisine. Nous sommes cinq, l'ambiance est décontractée, on discute et plaisante en découpant oignons et poivrons. Des enfants et quelques adultes, curieux de ce qu'il se passe, s'approchent en souriant. La banderole retenue par deux pierres juste derrière nous indique « *Free food for all* ». Alors que je remue la grosse cuillère en bois dans la marmite, un groupe de jeunes Iraniens vient à notre rencontre. Lorsque nous les invitons à cuisiner avec nous, le visage de l'un d'eux s'illumine d'un sourire radieux : « *Vous savez, je suis cuisinier. Cela m'a tellement manqué de faire ça.* » Il touille la marmite d'un geste assuré et délicat, presque poétique. Ses compagnons le taquent, des rires



fusent, il nous traduit : « *Chez nous, en Iran, chaque année pendant un mois, nous préparons d'énormes repas dans des lieux publics où nous mangeons tous ensemble* » ; un autre jeune homme ajoute : « *Nos casseroles sont dix fois, vingt fois plus grandes que celles-ci !* » Une heure plus tard, le repas est prêt, la petite équipe s'organise. Les visages crispés qui s'approchent se détendent et commencent à sourire, sous l'effet des paroles de nos compagnons : « *Viens habibi, bon appétit, sers-toi, attention, c'est chaud !* » Un homme leur demande : « *Combien ça coûte ? – Rien habibi, c'est gratuit ! – Pourquoi c'est gratuit ?* », et notre ami de répondre dans un éclat de rire : « *Parce que c'est meilleur comme ça !* » Pendant qu'il plie délicatement des serviettes en papier sous chaque assiette, le jeune cuisinier iranien se retourne, ému, et me dit : « *Ça fait du bien d'aider les autres.* » Nous aurons ainsi passé deux heures et demie à servir des repas, manger, rire et discuter de choses et d'autres — à en oublier presque la réalité qui nous entoure. Ce jour-là, 480 repas ont été cuisinés.

Plus tard, autour d'une bière, Dimitris me parle de ce jour d'octobre où ils en cuisinèrent 2 500... L'homme, que je découvre anarchiste, me raconte l'historique de leur démarche. Cette cuisine sociale est née à l'initiative d'un dénommé Konstantinos Polixronopoulos, en 2011, à Athènes, quand, avec la crise économique en Grèce, une foule de gens s'est retrouvée à la rue. « *Il a décidé un jour qu'il n'allait pas rester plus longtemps sans rien faire. Il est allé voir les commerçants et épiciers de son quartier, demandant à l'un une courgette ou deux, à l'autre une poignée de riz. Surpris, ils lui ont demandé ce qu'il comptait faire avec si peu. Mais avec la courgette de l'un, le riz de l'autre et l'huile d'un troisième, Konstantinos comptait cuisiner un repas pour tous.* » Dimitris poursuit : « *On cuisine toujours dans la rue, pour que tout le monde soit sur le même pied d'égalité et surtout, on mange tous ensemble, parce qu'on ne fait pas de la charité, mais tout simplement de la solidarité.* » Aujourd'hui, il existe plus d'une dizaine de cuisines sociales *O allos anthropos* dans le pays, dont la majorité à Athènes, et cinq nouvelles sont sur le point d'être lancées. « *À Lesbos, on a démarré en septembre 2015. On cuisine trois à quatre fois par semaine sur la place, en face du port de Mytilène ou sur le port même, en fonction de la situation, et tous les vendredis au camp Moria. Les aliments sont principalement le produit de collectes auprès des commerçants et de dons de particuliers. Nous recevons aussi des dons d'argent ; le plus cher, ce sont les contenants et les couverts en plastique ainsi que l'huile d'olive. Moi, je ne cuisine qu'à l'huile d'olive !* » 35 personnes sont pour cela mobilisées tous les jours, « *mais en réalité on est beaucoup plus, les gens viennent toujours aider sur les places.* » Le lendemain, nous passons plus de deux heures sur la place Sappho à cuisiner puis manger, et je rencontre de nouvelles personnes de l'île. Tous les repas n'ayant pas été consommés sur place, Dimitris me demande de le suivre en voiture pour faire le tour du port, à la rencontre de



réfugiés attendant par groupes, de ci de là. Nous remettrons les trente derniers repas à la *No Border Kitchen*, juste à côté du port, qui anime une journée festive en cette journée ensoleillée ; ce campement solidaire sera évacué et démoli par les autorités mi-avril.

La solidarité comme acte politique

« Il s'agit de leur témoigner un soutien inconditionnel ; leur signifier qu'ils ne sont pas seuls dans cette lutte et que d'autres les appuieront aux successives étapes de leur périple. »

Le jour se lève sur le port de Skala Sykamineas, au nord de l'île de Lesbos. La nuit a été très calme. Nous sommes en mars et cela fait presque trois semaines que j'ai rejoint l'équipe de [Platanos Refugee Solidarity](#). Pas d'arrivée de réfugiés, ni même de « fausses alertes », ces appels radio signalant la présence d'un bateau de réfugiés en mer qui n'arrivera pas à bon port. (On se réveille alors en sursaut. On prépare le campement pour l'accueil. Puis la nouvelle tombe : le bateau a été intercepté, soit par [FRONTEX](#), soit par les gardes-côtes turcs ou grecs). À l'origine, Platanos a été la première équipe à se rendre sur ce petit port du bout d'un monde – que tant ont atteint et tant d'autres s'efforcent d'atteindre. En octobre 2015, certains jours, sont arrivés sur la côte, par dizaines, transportant chacun entre trente et soixante réfugiés à bord. L'équipe ne disposait alors que d'une table, d'un réchaud et tout juste de quoi préparer du thé et quelques tartines de confiture pour revigorer des naufragés qu'elle avait secourus sur des côtes par endroit si dangereuses. Ce lieu autogéré, où les maîtres mots sont « solidarité » et « dignité » — soutenu en arrière-plan par des groupes d'anarchistes du quartier d'Exarcheia d'Athènes — a vu depuis lors près de 400 personnes venues renforcer ses rangs ; qui quelques jours, qui plusieurs mois.

J'y ai passé un mois. À mon arrivée, cinq tentes (destinées à l'habillement des hommes/femmes/enfants/bébés et à une cuisine) et quelques constructions de fortune lui donnent un air de campement sauvage... et quelquefois des airs de camp d'été tant l'atmosphère peut y être joyeuse certains soirs où règne le calme. Une lourde et puissante responsabilité que chacun, hommes et femmes, a endossé : sauvetage en mer, accueil sur la côte, des mains pour tenir celles de ceux qui arrivent épuisés et trempés — parfois en état de choc — après deux à trois heures passées en mer, et offre d'un temps où chacun peut se débarrasser de ses vêtements trempés, boire un thé chaud et manger quelque chose. Si les principaux objectifs de ce groupe sont d'éviter les morts en mer puis de permettre aux réfugiés de se revigorer avant de reprendre la longue et épuisante route, il s'agit aussi de leur témoigner un soutien inconditionnel ;

leur signifier qu'ils ne sont pas seuls dans cette lutte pour survivre et que d'autres les appuieront aux successives étapes de leur périple.



[Yanna Oiseau]

Les assemblées hebdomadaires rythment et soudent ce collectif de circonstance. Bien que toutes les personnes rejoignant le groupe ne partagent pas nécessairement la même idéologie politique — les anarchistes « puristes » y côtoient des activistes de mouvements sociaux plus « modérés », tandis que certains ne se reconnaissent sous aucune étiquette politique —, toutes les décisions quotidiennes sont prises en commun et la conscientisation politique se construit dans l'action. Les questions soulevées par le jeu politique européen et ses conséquences dramatiques requièrent des prises de décision collectives nettes. Chaque jour, la donne change ; et les nouvelles règles imposées par les autorités suffisent à briser l'illusion (pour ceux qui continueraient secrètement à y croire) que les actions de solidarité seraient exemptes de toute implication politique. Distinguer la question de la *légalité* de celle de la *légitimité* prend tout son sens en ces circonstances — cela est même essentiel — et les querelles sur ce point, parfois houleuses, avec certaines ONG agissant sur place ont été nombreuses. Car face aux nouvelles directives officielles, les positions respectives de chaque groupe ont vite fait de se démarquer. Au fil des semaines, ces directives se sont multipliées et durcies, révélant le retour franc à une logique de contrôle policier : en janvier, tous les volontaires ont reçu la consigne de s'enregistrer sur des listes de la municipalité pour obtenir le droit d'agir ; en outre, ils n'ont plus été autorisés à secourir un bateau en mer sans l'accord des gardes-côtes ; depuis la mise en vigueur de [l'accord entre la Turquie et](#)

L'Union européenne, dont il est question dans le [premier volet](#) de ce carnet, obligation est faite d'appeler la police dès qu'un bateau de réfugiés est repéré. En réponse, la position de Platanos a toujours été des plus claires : hors de question de « [demander l'autorisation](#) » de poursuivre ses actions de solidarité — et les bateaux repérés en mer demeurent immédiatement secourus et guidés vers le port : l'attente de l'aval des autorités pour intervenir, qui peut prendre plusieurs dizaines de minutes, a failli produire des drames à plusieurs reprises. Quant aux personnes arrivées au lendemain de l'accord, elles n'ont, évidemment, pas été signalées aux autorités policières¹, ce même problème de la distribution de nourriture (vraiment aigu en ces circonstances) est pallié par la présence de nombreux volontaires qui, tout le long de la file, discutent avec les gens afin de les aider à rester patients.



□P-mod□

Soirée-débat à Exarcheia, terre des anarchistes

Six semaines ont passé. Je termine mon séjour à Athènes, où je retrouve une bonne partie des camarades rencontrés à Platanos. Le quartier d'Exarcheia est le fief haut en couleurs des anarchistes où les murs tagués se succèdent et côtoient les immeubles occupés par les différents groupes d'activistes. Depuis le début de la crise des réfugiés, de nouveaux squats se sont ouverts afin de leur venir en aide – la plupart sur l'initiative de groupes libertaires. Certains sont principalement des lieux de stockage de produits de première nécessité et permettent l'organisation de cuisines solidaires préparant des



repas régulièrement distribués au port du Pirée ou place de la Victoire, au centre d'Athènes. D'autres organisent dans leurs locaux des cours de langue et un accompagnement juridique en vue d'aider les nouveaux arrivés dans leurs démarches. Une troisième forme de squats se met en place dans l'offre d'hébergement, se traduisant par la construction quotidienne d'une vie en collectivité. Ces derniers se voulaient initialement des points de passage, des haltes où se reposer quelques jours avant de reprendre la route mais, avec la fermeture des frontières et l'accord Turquie-Union européenne, ils deviennent par nécessité des lieux de vie à plus long terme.

J'ai assisté à une soirée de conférences et de débats organisée par l'un de ces groupes, [Notara 26](#). Il fête alors les six mois d'activité de son lieu de vie autogéré ; les grandes lignes de leur action et de leur posture sont à l'ordre du jour. Si la dimension et l'identité politique — de tradition anarchiste — de leur démarche sont pour eux claires, il est collectivement admis qu'il ne s'agit pas d'attendre que les réfugiés vivant dans le lieu partagent les mêmes opinions. À l'instar de la démarche de Platanos, le respect des valeurs de solidarité, d'autogestion, d'antiracisme et d'antifascisme sont l'essentiel. Pour le reste, comme le dit un intervenant « *We talk and see* ». Lors de cette soirée, il est principalement question d'échanges d'informations entre les différents groupes agissant sur le terrain, de partage de questionnements, mais aussi de coordination des actions. Les intervenants proviennent pour certains de groupes actifs à Athènes, d'autres du port du Pirée, mais aussi de Thessalonique, Lesbos, Chios, et même de Calais. Des actions concernant directement les réfugiés à l'organisation de la défense contre les groupes fascistes locaux, en passant par des analyses politiques mettant en perspective des projets de plus longue portée, de nombreux points sont évoqués ce soir-là. L'intervention d'un réfugié iranien a recentré le propos sur l'essentiel : la nécessité de faire circuler toujours plus d'informations auprès des réfugiés, afin qu'ils sachent au mieux ce qui se joue autour d'eux et qu'ils puissent être plus nombreux à être acteurs. Cet homme a notamment révélé qu'il lui avait fallu plus d'un mois pour comprendre que les volontaires qu'il rencontrait n'étaient pas des employés du gouvernement (*sic*). Il a aussi insisté sur l'importance fondamentale d'échanger avec l'ensemble des réfugiés au sujet du déplacement des personnes en attente au port et dans le centre-ville mais aussi à Idomeni (et partout ailleurs en Grèce continentale) vers les camps officiels — déplacement pour le moment *fortement suggéré* par le gouvernement et certaines grosses ONG. Pour lui, il ne fait aucun doute que « *ces camps sont là pour nous isoler, nous séparer de la population et des groupes solidaires et ainsi que nous soyons plus facilement déportés.* »



Une autre perception de la violence

« Ces camps sont là pour nous isoler, nous séparer de la population et des groupes solidaires et que nous soyons plus facilement déportés. »

Ils sont aujourd'hui plus de 700 réfugiés à être hébergés dans les squats d'Exarcheia. Un hôtel abandonné de 120 chambres ayant été repéré il y a quelques semaines, un nouveau lieu doté d'une grande capacité d'accueil vient d'ouvrir. Au bout de quelques jours sur place, ce quartier me semble être un monde à part, où des actions collectives dont on oserait à peine rêver en France se produisent. La forte participation de non militants dans des actions illégales lancées par des groupes d'activistes (notamment celles enfreignant la propriété privée, pour n'en citer qu'une), n'a cessé de me surprendre tout au long de mon séjour... et de me réjouir ! Des grands-mères grecques qui viennent déposer des sacs de nourriture ou de vêtements aux groupes d'activistes, aux étudiants et travailleurs prenant des tours de garde dans les squats lancés par les anarchistes, c'est toute une partie de la société civile qui apporte son soutien à ces actions. Naïvement peut-être, je cherche depuis à comprendre. Certes, l'urgence et la dimension exceptionnelle de la situation que ce peuple vit au premier chef y sont sans doute pour beaucoup – plus d'un million de réfugiés auraient traversé le pays en moins d'un an. Occuper un immeuble vide est loin d'être anodin, et la société grecque n'est en rien moins régie que la nôtre par le système capitaliste et les forces (de répression) qui l'animent. Il faut aussi mentionner le point suivant : la justice grecque semble être plus favorable aux activistes. En effet, en fonction des chefs d'accusation, il est possible de s'acquitter de sa peine en réglant une amende et d'éviter de faire de la prison ferme. Mais surtout, il semble qu'il soit beaucoup plus admis dans cette société (allons jusqu'à dire admis par sa justice, sa police et même sa classe politique) que des divergences politiques puissent s'exprimer dans des actions de terrain plus ou moins vives. Lors de l'arrestation de certains camarades, les avocats qui les défendaient nous ont demandé de venir le plus nombreux possible en soutien aux audiences. On m'a alors expliqué que les juges étaient plus cléments lorsqu'ils constataient que les délits commis l'étaient par des personnes engagées politiquement et soutenues par des personnes présentes à l'audience. L'actualité en France, que je suivais alors de loin, ne cessait de me venir à l'esprit. Il m'a semblé aussi, tout au long de mon séjour, que la charge policière, mais aussi la *violence* de manière générale, étaient vécues différemment en Grèce.



□P-mod□

En rédigeant ce carnet, un moment de la fin de mon séjour, qui pourrait relever de l'anecdote, me vient à l'esprit. Il pourrait témoigner, à lui seul, du fossé de perception entre ce qui se passe actuellement en France et la réalité quotidienne vécue dans le quartier d'Athènes où j'ai séjourné. Nous sommes une dizaine de personnes, assises sur une terrasse d'un bar d'Exarcheia un samedi soir, à siroter joyeusement nos *raki* en dégustant quelques *mezzes*, lorsque deux fortes détonations se font entendre. L'ivresse me gagnant, je réagis assez faiblement, mais je questionne du regard mes compagnons dont les rires et les échanges ne se sont pas interrompus. L'un d'eux me répond rapidement : « *Ça doit être des cocktails molotov lancés dans la rue d'à côté* » et, sans attendre ma réaction, il reprend sa conversation avec son voisin de table. Je ne suis pas sûre d'avoir bien entendu ou compris, que trois autres détonations retentissent ; vu l'intensité du bruit, elles semblent plus proches encore. S'ensuit une scène digne d'un tournage des frères Coen : des personnes cagoulées passent en courant à côté de notre table, cocktails *molotov* en main, immédiatement poursuivies par un cordon de policiers anti-émeute en rang... qui s'arrêtent à trois mètres de nous, boucliers dressés. Du côté de la terrasse, aucune réaction de surprise ou de peur. La majorité des personnes tourne à peine la tête — rien ne semble pouvoir stopper leurs joyeux échanges — alors qu'un homme crie depuis sa table aux policiers : « *Foutez le camp !* » Quelques secondes plus tard, le cordon policier se défait et les policiers s'éloignent. Personne n'a bougé de sa chaise ni changé d'attitude. Mes compagnons s'amusent de mon expression abasourdie. « *Bienvenue le samedi soir à Exarcheia !* » Leur réaction face à la violence, eux qui pour la plupart ne sont pas même des activistes, est ce qui m'aura le plus surpris. Elle



me semble ouvrir de nouvelles perspectives... Je n'ajouterais que ceci, en guise de réflexion : que la lecture de [Frantz Fanon](#) — en ce qu'il permet de penser le rapport à la violence dans toute lutte menée par des opprimés — se rappelle à nos esprits.

L'Europe forteresse politicienne — qui révèle une fois de plus son racisme structurel — se voit actuellement livrer un combat par des groupes de solidarité qui refusent, chacun à leur manière, que sa violence systémique ne s'abatte impunément sur les populations. La résistance qui s'organise en Grèce — mais aussi ailleurs — commence par le refus de rester passifs devant la violence dont les réfugiés sont victimes. Nos amis et camarades grecs, régulièrement présents dans nos esprits ces dernières années, nous montrent une fois de plus que si nous avons peu de chances de gagner, il reste fondamental de lutter. Aussi, sur la question de l'arrivée de réfugiés en Europe, nous devrions nous préparer à de nouveaux rebondissements : la récente (et inattendue) [démission du Premier ministre turc](#), Ahmet Davutoglu, interlocuteur privilégié pour nos politiciens, laisse le champ libre au président Erdogan, dont la réputation est d'être bien moins « accommodant ». Le troisième acteur de ce jeu funeste ne manquera pas d'influencer l'ensemble de la donne, et il n'est pas du tout impossible que les arrivées de bateaux de fortune ne reprennent de plus belle. C'est du moins ce qui est à l'esprit de tous les camarades que j'ai rencontrés sur le terrain.

Photographies de bannière et de vignette : P-mod

Rebonds

≡ Lire le premier volet de ce carnet, « [Crise des réfugiés : ce n'est pas une crise humanitaire](#) »

≡ Lire notre article « [La guerre contre les enfants](#) », Nicolas Séné, janvier 2016

≡ Lire notre article « [Grèce : « C'était un Non à l'Europe des experts, un Oui à l'Europe des peuples »](#) », Sarah Kilani, juillet 2015

1. L'accord consiste en la déportation vers la Turquie de toute personne arrivée après le 20 mars.).

« Distinguer la question de la légalité de celle de la légitimité prend tout son sens en ces circonstances – cela est même essentiel. »



La ligne de débat en interne est la même que celle qui anime tout groupe d'action constitué de personnes se reconnaissant dans divers courants politiques d'extrême gauche. Le fait qu'à Platanos, des trostkystes côtoient des anarchistes, ou des militants sociaux des activistes radicaux crée par moment des débats animés... sans jamais interrompre pour autant l'action collective. Les échanges en assemblée ne font finalement que dessiner une ligne de crête en permanente construction et cette dynamique ne cesse de se montrer salutaire. La posture centrée sur les notions de solidarité et de dignité, le refus de la charité et l'accord unanime sur l'importance cruciale à accorder à la dimension politique en jeu suffisent à fédérer ce petit monde qui depuis plus de six mois agit sur le terrain. Même les moins politisés que j'y ai rencontrés, qui avaient choisi cette équipe par hasard ou sur la suggestion d'un tiers, ont fini par « faire de la politique » en participant aux débats et prises de décision du groupe. La politisation par l'action, rien de plus efficace.

Les rapports entretenus avec les locaux de l'île sont un autre point fort à mettre sur le compte de ce collectif. Si, à leur arrivée, ses membres n'ont demandé l'autorisation à personne pour installer leur campement sur la voie publique, ils œuvrent pour être le plus possible tolérés par les habitants, afin de ne pas finir par les avoir « contre eux ». Un appel public a été lancé, assez rapidement, pour inviter les habitants de Skala Sykamineas à participer — sans attendre pour autant des villageois de ce port qu'ils s'impliquent autant que les activistes du groupe. Ainsi, ceux qui l'ont souhaité — et qui ont depuis créé des liens avec ce collectif — participent à hauteur de leurs choix. On pourra voir l'un prêter l'espace d'une partie de sa maison pour stocker le matériel reçu par dons, quand un autre passera simplement prendre le café sur le campement de temps en temps. À voir les mamies du village, octogénaires, et descendantes elles aussi de réfugiés (lors de la [Grande Catastrophe](#), au moment de la création de l'État turc, eut lieu un échange des populations grecques et turques), venir régulièrement boire un jus en brique et s'asseoir regarder la mer avec les personnes de garde, on se sent gagné par l'émotion.



□P-mod□

Pour l'un des membres de Platanos, il n'est pas nécessaire d'attendre de mobiliser le plus largement possible pour essayer de répondre à la question de la légitimité d'une action ou d'un mouvement. Même s'agissant des premiers concernés, en l'occurrence les habitants de Skala Sykamineas, qui ont vécu pourtant l'arrivée massive et quotidienne de bateaux de réfugiés. *« On y va, et éventuellement ça leur donne envie et ils nous rejoignent. S'ils le faisaient d'eux-mêmes, la question ne se poserait même pas »*, commente-t-il en souriant, un jour où nous discutons des débuts de cette initiative. *« La question centrale, c'est comment tu organises le quotidien et les actions. Si tu es souple, les locaux trouveront un moyen de s'investir à leur manière. Tu ne peux pas exiger d'eux la même implication et la même analyse politique que la tienne avant de les inclure. Tant qu'ils répondent aux principes fondamentaux du groupe, de solidarité, de dignité, d'antiracisme et d'antifascisme, c'est suffisant pour ne pas les exclure de l'action. »* À ma question sur les différences de position politique existant dans le groupe et les éventuelles impasses qui peuvent s'ensuivre dans les prises de décision, il répond d'abord par une blague : *« Tu connais la différence entre un groupe hiérarchisé et un autogéré ? La hiérarchie, c'est un qui décide et cinquante qui font ; l'autogestion, c'est cinquante qui décident et un qui fait. »* Il poursuit plus sérieusement : *« Le vote aux assemblées se fait sur la règle de la majorité, mais si une minorité est très tranchée et radicale sur un point, c'est ce qui est retenu. C'est une question de respect mutuel. »* Les questions sont alors différées, rediscutées et mises en balance avec les éléments nouveaux que le contexte ne tarde jamais à apporter. Il ajoute toutefois qu'à Athènes, au



quotidien, les lignes de démarcation sont plus franches.

De la bureaucratie des ONG aux initiatives solidaires spontanées

« À Idomeni, la différence entre les initiatives solidaires et celles des grandes ONG est vraiment frappante. »

Début avril, je prends la route pour Idomeni où je rejoins Marta, une infirmière espagnole que j'ai rencontrée à Platanos une dizaine de jours plus tôt. Elle a alors pris, avec trois de ses amies espagnoles, deux semaines de congés pour se rendre en Grèce et participer aux actions de solidarité. Au bout de quelques jours à Lesbos, voyant que l'arrivée de bateaux de réfugiés avait nettement diminué (du fait des navires de l'OTAN présents en mer), elles décident de se rendre à Idomeni où les besoins en professionnels de la santé sont criants. Près de 15 000 personnes s'y trouvent alors en attente, bloquées devant la frontière avec la Macédoine, dans un campement de fortune où les conditions de vie sont des plus désastreuses. À partir de rien, elles montent alors un lieu de consultations médicales, avec pour priorité le soin apporté aux femmes enceintes et aux enfants. Lorsque je la retrouve – exténuée – dix jours plus tard, c'est toute une équipe qui est en place, pour moitié constituée de réfugiés du camp. Interprètes en kurde, arabe ou afghan, ils sont le talon indispensable de l'action (ils n'ont alors pas trouvé de médecin ni d'infirmier, mais peut-être n'est-ce plus le cas aujourd'hui). Ces jeunes femmes espagnoles débordantes de volonté et d'énergie, toutes âgées de moins de trente ans et sans aucune expérience préalable qui les aurait un tant soit peu préparées, ont relevé un défi remarquable. Aujourd'hui sur le campement, tout le monde connaît la *Yellow Tent*, et l'équipe en place assure plus de cent consultations certains jours. La tente leur a été fournie par les pompiers espagnols de *Bomberos en accion*, ONG qui depuis soutient financièrement l'action et en co-organise la logistique. Je ne saurais dire si c'est dû à la taille de cette ONG ou à son état d'esprit mais, contrairement à de nombreuses autres, son fonctionnement ne noie pas les actions sous des tonnes de procédures administratives ; le bon sens y prime et la marge de manœuvre des personnes présentes sur place est totale. Depuis, de nombreuses personnes, principalement des Espagnols, ont rejoint volontairement cette équipe. Dès le départ, ils ont assuré des tournées de type « visite à domicile »



(comprendre : dans les tentes !), car nombreux sont les infirmes qui ne peuvent se déplacer — aussi parce qu'il arrive que des femmes accouchent seules dans leur tente.

À Idomeni, la différence entre les initiatives solidaires et celles des grandes ONG est vraiment frappante. Ces dernières sont beaucoup moins réactives car elles répondent à une temporalité qui leur est propre : penser une action requiert d'abord de nombreuses réunions, l'établissement de protocoles, leur validation par leur hiérarchie, puis par les autorités grecques. Autant de temps que l'on ne peut se permettre dans une situation d'urgence, et une lourdeur quasi comique qui, selon moi, ne fait qu'alimenter la caricature des « experts humanitaires » — là où d'autres agissent et mesurent l'impact de leurs projets au fur et à mesure, au gré de leurs échanges directs avec les personnes concernées. Je ne cache pas mon parti pris et ma méfiance vis-à-vis de ces organisations, et mon séjour en Grèce n'y a pas aidé. Sur le campement principal d'Idomeni, la queue pour la distribution de nourriture gérée par ces dernières se fait à l'intérieur d'un couloir de barbelés (sans cesse prolongé et élevé) : ainsi les gens sont obligatoirement en file indienne et les débordements de foule rendus impossibles. Efficace, sans doute (*sic*) ; reste à savoir si l'objectif est de *gérer* la situation, ou de *venir en aide* à des personnes. Pour les autres groupes présents sur place (L'action des grosses ONG internationales ne recouvre pas les besoins de toutes les personnes ; d'autres groupes font quotidiennement des distributions de nourriture.[↔])